

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 26 février 2025

DATE DE PUBLICATION : 12 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le onze mars, à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BA - M. BARAY - Mme MANAI-AHMADI - Mme SOW – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU – M. BALABAN

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme BAYRAM à M. DEMAUMONT
- Mme CAYOUX à Mme SOW
- Mme HENRY à M. BA
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. TOUANE à Mme HEUGUES
- Mme PERIERS à M. FAURE
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

ABSENTS :

- M. OREN
- M. TAVARES

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme SOW

OBJET :
**Modalités de versement de la prime exceptionnelle attribuée
au personnel du CMS**

OBJET :
**Modalités de versement de la prime exceptionnelle attribuée
au personnel du CMS**

Directeur de secteur : SURIEU Laurence

Service : Direction des Ressources Humaines

Affaire suivie par SURIEU Laurence

Mme Heugues : La Loi n°2023-1114 du 30/11/2023 a renouvelé la dotation exceptionnelle aux communes et EPCI à fiscalité propre pour la mise en œuvre d'une prime ou d'une revalorisation des personnels employés dans les centres de santé, d'un montant de 8 millions d'euros.

Sur la base du décret n°2024-1051 du 21/11/2024 relatif aux modalités de répartition de cette dotation, l'Etat a attribué une somme globale de 31 186€ au profit de la commune.

Conformément au principe de libre administration, il appartient à chaque collectivité gérant un centre de santé de définir les modalités de mise en œuvre de cette revalorisation indemnitaire de ses agents.

Versée sur la base du fonctionnement du CMS en 2023, notamment les remontées ROSP (Remunérations sur Objectifs de Santé Publique) réalisées sur l'année, il est donc proposé de verser cette dotation sous la forme d'une prime unique et selon les modalités suivantes :

= versement de 2 538€ bruts par ETP pour l'ensemble du personnel permanent du CMS présent sur 2024, au prorata du temps travaillé sur l'année, soit :

- 2 538€ bruts pour les agents ayant travaillé à taux plein ;
- 2 030,40€ bruts pour les agents à 80%,
- 1 269€ bruts pour les agents à 50%.

Il est donc convenu de répartir le montant brut de 31 186€ sur ces bases.

Il est proposé au Conseil municipal de valider ces modalités de versement.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

Vu Loi n°2023-1114 du 30/11/2023 de fin de gestion pour 2023 ;

Vu le décret n°2024-1051 du 21/11/2024 relatif aux modalités de répartition de la dotation exceptionnelle attribuée aux communes et EPCI à fiscalité propre pour la mise en œuvre d'une prime ou d'une revalorisation des personnels employés dans les centres de santé ;

DECIDE de verser au personnel permanent du CMS Ambroise CROIZAT une prime unique de sur les bases suivantes :

- 2 538€ bruts pour les agents ayant travaillé à taux plein ;
- 2 030,40€ bruts pour les agents à 80%,
- 1 269€ bruts pour les agents à 50%.

PRECISE que ce versement aura lieu avec celui des paies de mars 2025.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	31	
Votes pour	31	
Votes contre	0	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	0	

*Le Maire, soussigné,
* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,
* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du
* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,
Le Maire,
Franck DEMAUMONT



[Handwritten signature in blue ink]



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250314-DEL_2025_0310-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/03/2025